

LA DIFFICILE NAISSANCE DU PCF DANS LA DRÔME (1920-1933)

Après la faillite de l'Internationale socialiste¹, en août 1914, Lénine a défendu l'idée de créer une nouvelle Internationale, en particulier lors des conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916) en Suisse qui ont rassemblé des socialistes minoritaires opposés à la guerre et à la politique d'union sacrée.

En France, c'est en janvier 1916 que l'opposition à la guerre, animée par un petit groupe de socialistes et de syndicalistes, revêt un caractère relativement organisé dans la SFIO. Aux « majoritaires » partisans de l'« Union sacrée », s'opposent les « minoritaires » derrière Jean Longuet qui veulent explorer les possibilités de la paix et reconstruire l'Internationale². Il faut cependant attendre octobre 1918 pour que les ex-minoritaires l'emportent sur les partisans de « l'Union sacrée ». De plus en plus de socialistes français sont en effet attirés par l'espérance d'octobre 1917. Certains y voient le prolongement de la Révolution française, Lénine étant assimilé à Robespierre, l'Armée rouge aux soldats de l'an II³.

Or Lénine crée l'Internationale communiste (IC) en mars 1919, alors que les soulèvements et les grèves se multiplient en Europe. Persuadé que le premier parti révolutionnaire aux commandes sur le sol russe est l'avant-garde d'une révolution planétaire, il espère favoriser l'implantation dans tous les pays de nouveaux partis chargés d'en finir avec l'ancien monde.

La fondation réelle de l'IC — ou III^e Internationale — n'a lieu cependant que lors de son II^e congrès en juillet-août 1920. C'est à cette occasion qu'elle édicte 21 conditions d'admission destinées à provoquer une rupture avec les anciens partis socialistes. Épuration des réformistes et des éléments « petits-bourgeois », subordination des syndicats au parti, discipline de fer, caractère obligatoire des décisions de l'IC, soutien sans réserve des républiques soviétiques, etc. Les conditions ne sont pas négociables.

Lorsqu'en février 1920 la SFIO engage des pourparlers avec l'IC, certains, autour de Loriot, ont déjà créé un « Comité de la III^e Internationale » (printemps 1919). D'autres, en revanche, avec Longuet, veulent négocier avec l'IC pour reconstruire une Internationale intermédiaire⁴. Tandis que Blum et Renaudel sont opposés à la III^e Internationale⁵.

C'est dans ce climat que la direction de la SFIO envoie Cachin et Frossard en Russie en juin-juillet 1920 pour enquêter et négocier avec les dirigeants communistes. Séduits par les bolcheviks, ils font campagne à leur retour en faveur d'une adhésion sans réserve à l'IC. Ils s'opposent ainsi aux partisans de Jean Longuet qui se prononcent pour une adhésion avec réserves (le « centre ») et à ceux de Blum hostiles à l'adhésion (la « droite »).

Après des mois de débats passionnés dans tout le pays, c'est au congrès de Tours, en décembre 1920, que naît le PCF/SFIC (section française de l'Internationale communiste). Naissance apparemment triomphale, dominée par l'espérance révolutionnaire et par le charme universel « d'octobre 1917 », mais naissance marquée par de nombreuses ambiguïtés qui mettront du temps à se dissiper et sous l'œil des dirigeants bolcheviks.

Le communisme drômois est ainsi le produit d'une histoire locale et nationale marquée par la Première Guerre mondiale (« Union sacrée », boucherie des tranchées, révolution d'Octobre). Il est aussi le fruit d'une idéologie que les militants vont idéaliser : le communisme dans sa version soviétique, bientôt qualifié de « marxisme-léniniste ». Il est enfin le fruit de la stratégie géopolitique du pays des soviets. Mais son implantation dans le terreau drômois, jusqu'à la veille du Front populaire, sera longtemps fragile.

1 La première Internationale avait été fondée en 1864 par Marx (l'Association internationale des travailleurs). Elle avait été suivie par l'Internationale socialiste créée en 1889.

2 *Le Congrès de Tours*, Éditions sociales, Paris, 1980, p. 35.

3 COURTOIS (S.), LAZAR (M.), *Histoire du PCF*, PUF, Paris, 1995.

4 *Le Congrès de Tours*, *op.cit.*, p. 16-41-42-43.

5 COURTOIS (S.), LAZAR (M.), *op.cit.*, p. 47.

NAISSANCE DU PCF/SFIC DANS LA DRÔME : L'ESPÉRANCE RÉVOLUTIONNAIRE ET SES CONTRADICTIONS

SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET PACIFISTES

Deux courants principaux soutiennent la révolution russe au sein de la SFIO drômoise : les syndicalistes révolutionnaires et les pacifistes. Les premiers ont rejoint les rangs de la SFIO à la fin de la guerre⁶ et militent pour une société sans classes sociales⁷. Les seconds sont nombreux dans la fédération socialiste, en particulier à Valence. Deux hommes sont leurs porte-drapeaux : Pierre Semard et surtout Jules Blanc. Pierre Semard est à la tête du syndicat CGT des cheminots dans la Drôme et l'Ardèche⁸. Jules Blanc dirige la section de Valence de la SFIO qui vote une motion hostile aux crédits de guerre dès septembre 1917 alors que les députés socialistes approuvent les dépenses militaires. Adjoint de Jules Nadi (chef des socialistes drômois), secrétaire à la propagande, Jules Blanc collabore au journal *Le Droit du peuple*, organe des Kienthaliens de l'Isère⁹. En juillet 1918, il défend au Conseil national de la SFIO une motion qui exprime un soutien sans réserve au gouvernement des soviets¹⁰. Moins d'un an plus tard, le 13 avril 1919, sous son impulsion, le congrès de la fédération socialiste décide à une grosse majorité de soutenir la motion Lorient qui demande une adhésion immédiate à l'IC. Très minoritaire dans l'ensemble du Parti, ce courant est désormais majoritaire dans la Drôme¹¹.

Par ailleurs, en octobre 1919, une section de l'association républicaine des Anciens Combattants (l'ARAC) se constitue dans le département¹². Tout en demandant le désarmement complet de l'Allemagne et de toutes les nations, ainsi que la paix avec la Russie, l'ARAC pousse à l'adhésion à l'IC. Plusieurs militants socialistes membres de l'ARAC mènent une ardente campagne¹³. Quelques figures émergent, comme celle de l'agriculteur Julien Blachon¹⁴ à Saint-Uze, bouleversé dès le début de la guerre par le ralliement des dirigeants socialistes à « l'Union sacrée ». Comme celle de Jacques Toesca¹⁵, receveur de l'enregistrement dans les Baronnies, qui a basculé dans le pacifisme à la fin de la guerre après avoir été longtemps favorable à l'« Union

sacrée ». Comme celle du professeur François Thomas, agrégé d'histoire au lycée de Tournon, grand mutilé de guerre, blessé à la face, pacifiste lui aussi. Nombre d'ouvriers, d'artisans, de petits fonctionnaires, d'intellectuels, de paysans, qui viennent de sortir de l'horreur des tranchées, soutiennent ainsi la révolution russe¹⁶. L'ARAC comptera jusqu'à 22 sections dans la Drôme avant le Congrès de Tours¹⁷.

Mais des notables de la SFIO sont hostiles au courant révolutionnaire, en particulier Jules Nadi, secrétaire de la fédération SFIO de la Drôme. Député-maire de Romans, il incarne le parti dans le département, ainsi que l'industriel Désiré Valette, maire et conseiller général de Saint-Vallier. Tous deux sont francs-maçons et membres de la Ligue des droits de l'Homme. Nadi s'appuie en outre sur le gérant de la *Drôme socialiste*, Paul Ronin, qui est la fois son ami et son secrétaire. Réformistes, ils s'efforcent de freiner l'engagement pour la III^e Internationale.

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE SE DÉROULENT LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1919 ET LES GRÈVES DE 1920

La SFIO qui ne veut pas se compromettre dans une nouvelle « Union sacrée », présente des listes homogènes¹⁸ — sans alliance avec les radicaux. La Droite mène une campagne anticommuniste violente et assimile la SFIO aux bolcheviks. *Le Messager de Valence* du 3 août 1919 donne le ton : « Aujourd'hui, l'ennemi, le Boche, c'est le bolcheviste... Et le bolchéviste se camoufle sous le masque du petit-fils de Karl Marx, le Boche Longuet. »

Nadi est réélu député de justesse. La SFIO gagne environ 4500 voix par rapport aux élections de 1914 (21 % des suffrages exprimés), mais les radicaux, avec 42,5 % des suffrages exprimés, remportent trois des cinq sièges du département et la droite un siège... ce qu'elle n'avait pas réussi à faire depuis 1878 ! Surtout, la droite triomphe en France (la Chambre bleu horizon obtient 437 députés sur 613)¹⁹.

Or la crise de reconversion industrielle qui suit la fin du conflit touche durement la population : effondrement de l'activité des industries de guerre (licenciements à la cartoucherie par exemple), difficultés des autres secteurs, hausse des prix des produits de base comme le lait ou le pain, le quotidien s'assombrit.²⁰ Mais les grandes grèves du printemps 1920, dominées par les divisions entre réformistes et « révolutionnaires », échouent, aussi bien à

6 PIERRE (Roger), *La Drôme et l'Ardèche entre deux guerres : 1920-1939*, édition Notre temps, Éditions sociales, Valence/Paris 1973, p. 18.

7 KRIEGLER (Annie), *Aux origines du communisme français*, Flammarion, Paris, 1969, p. 293.

8 Notice Maitron, Semard Pierre, [mobilisé sur place car a trois enfants].

9 Notice Maitron, Blanc Jules, [voyageur de commerce, membre de la SFIO depuis 1905].

10 PIERRE (Roger), *Les origines du syndicalisme et du socialisme dans la Drôme*, Éditions sociales, Paris, 1973, p. 219.

11 ANDOLFATTO (D.), LABBÉ (D.), *Histoire des syndicats*, Seuil, Paris, 2006, p. 151.

12 *Le Journal de Valence* du 17 octobre 1919.

13 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 228.

14 Notice Maitron, Blachon Julien.

15 *Ibid.* Toesca Jacques.

16 PIERRE (Roger), *La Drôme...*, *op. cit.*, p. 18-19.

17 *Le Journal de Valence* du 17 décembre 1920.

18 *Le Congrès de Tours*, *op. cit.*, p. 31.

19 La SFIO au plan national perd des députés, bien qu'elle ait gagné des voix, car elle est isolée du fait de la rupture de son alliance avec les radicaux. Les radicaux ont souvent accepté de figurer avec des partis du centre et de la droite.

20 *La Drôme socialiste* du 14 février 1920 et *Le Journal de Valence* du 16 mars 1920.



Photo truquée : grève de 1920 à Valence. Les cheminots ont tenu à surajouter le visage de Pierre Semard à leur photo de groupe.
(Coll. particulière)

Romans et Bourg-de-Péage, qu'à Saint-Uze, Saint-Vallier, Die ou chez les cheminots. Licenciements et révocations se multiplient²¹... Pierre Semard est révoqué le 8 mai.

Cet échec des luttes politiques et sociales exacerbe les conflits internes dans la SFIO et à la CGT entre réformistes et révolutionnaires. Pour les révolutionnaires, l'idéalisation du bolchevisme en sort renforcée.

LE COURANT FAVORABLE À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE PROGRESSE

Des adhérents plus nombreux, probablement jeunes et peu au fait de la vieille culture socialiste — difficile d'être précis sur ce sujet — rejoignent la SFIO. La progression est spectaculaire. Les effectifs du parti socialiste passent de 320 en 1918 à 2040 en octobre 1920 (1100 fin 1919). Ces recrues apportent un sang nouveau d'hommes traumatisés par la guerre et attirés par la révolution russe. « C'est une chose formidable que l'ébranlement du système capitaliste dans un pays de plus de cent millions d'habitants... Les organisateurs de l'ancien pays des tsars font une œuvre admirable ! » écrit Jules Blanc dans la *Drôme socialiste*²². Une véritable bataille idéologique se livre dans le département,

jusque dans les petites communes où les adhésions à la SFIO semblent particulièrement vives²³. Haine de la guerre, condamnation des dirigeants socialistes qui ont accepté d'envoyer des hommes à la boucherie, condamnation du monde bourgeois et du capitalisme, enthousiasme pour la révolution russe, tous ces éléments nourrissent la foi de ceux qui rêvent d'un monde meilleur.

À la veille du congrès fédéral de la SFIO qui doit se tenir le 25 janvier 1920, une majorité de militants se prononce pour l'adhésion à la III^e Internationale²⁴, alors que cette position est encore minoritaire au niveau national. En juin, la fédération affirme que « seule la III^e Internationale communiste de Moscou peut réunir en un seul bloc toutes les sections nationales qui se réclament de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat comme moyen révolutionnaire²⁵. » Les notables du Parti sont débordés, Jules Nadi et ses amis ne parviennent pas à endiguer le mouvement.

21 PIERRE (Roger), *La Drôme...*, op. cit., p. 239-244.

22 *La Drôme socialiste* du 21 février 1920.

23 KRIEGLER (Annie), *Aux origines du communisme...*, op. cit., p. 386.

24 Archives R. Pierre. Pour préparer le Congrès national de Strasbourg.

25 PIERRE (Roger), *La Drôme...*, op. cit., p. 19.

LES PARTISANS DE LA III^E INTERNATIONALE TRIOMPHENT AU CONGRÈS DE TOURS

Trois motions, on l'a vu²⁶ — diffusées dans la presse du Parti — sont finalement soumises au vote des adhérents. La première, présentée par Cachin et Frossard, qui suit la position de Loriot (ce dernier est en prison depuis l'échec de la grève du printemps), est favorable à l'adhésion sans réserve, c'est à dire en acceptant les 21 conditions. La seconde, qualifiée de motion des «reconstructeurs», pilotée par Longuet, est favorable à l'adhésion mais avec des réserves sur la démocratie dans le Parti. La troisième — motion Blum — refuse l'adhésion en condamnant, entre autres, la dictature du prolétariat, la soumission des syndicats au parti et la soumission du parti aux directives de l'IC. La campagne est animée, la passion domine, en ville comme dans les zones rurales. La guerre, en mobilisant les paysans, en brisant leur isolement social et politique, a politisé les campagnes²⁷. «Partout nous voyons venir à nous les paysans. Ils viennent à nous avec leurs sentiments tout neufs», raconte Jules Blanc.

Le 19 décembre 1920, le congrès fédéral de Romans se prononce — à une écrasante majorité — pour la motion Cachin-Frossard. Elle récolte 78,5 % des mandats, pourcen-

tage supérieur à la moyenne nationale (67,8%). Soutenu par Nadi, le courant incarné par Longuet est marginalisé avec 21,5 % des voix, tandis que les partisans de Blum ont choisi l'abstention²⁸. Fort de ce succès, Jules Blanc présidera trois séances du congrès de Tours.

Le nouveau parti naît officiellement le 29 décembre 1920 dans une atmosphère d'exaltation et de tensions et sous la pression des dirigeants de l'IC qui poussent à l'élimination des «reconstructeurs» (Zinoviev accuse Longuet d'être «un agent déterminé de l'influence bourgeoise sur le prolétariat²⁹»). Ce nouveau parti prend le nom de parti communiste SFIC et conserve le journal *l'Humanité*. Blum et ses amis «gardent la vieille maison», c'est à dire la SFIO.

Dans la Drôme, l'adhésion à l'IC est confirmée lors d'un nouveau congrès fédéral, le 6 février 1921. Jules Blanc devient premier secrétaire de la fédération. Onze mois plus tard, en décembre 1921, il sera élu au comité directeur national de la SFIC (congrès de Marseille). Nadi s'incline et s'inscrit au petit groupe communiste de la Chambre des députés³⁰. La SFIO disparaît momentanément de la scène politique drômoise. Les fédérations de la Drôme et de l'Ardèche seront rattachées à l'interfédération du Sud-Est de la SFIC le 1^{er} janvier 1922.



Jules Blanc (debout), président une des séances du congrès de Tours, 1920.
(© BnF, Gallica)

26 Il y a d'autres motions — Leroy-Heine (ultra-gauche), Pressemane — ultra-minoritaires (aucune voix dans la Drôme).

27 KRIEGLER (Annie), *op. cit.*, p. 393-396.

28 En Ardèche : 87,5 % pour la motion Cachin-Frossard, 12,5 % pour Longuet.

29 Télégramme de Zinoviev — président de l'exécutif de l'IC — du 28 décembre.

30 *Le Messager de Valence* du 29 juin 1921.

MAIS L'APPARENT CONSENSUS VA RAPIDEMENT ÉCLATER

Les débats préparant le congrès de Tours ont en effet révélé une certaine confusion et plusieurs malentendus. Le 26 novembre 1920, la section de Valence avait voté à l'unanimité, moins une abstention, une motion « s'inspirant de celle de la III^e Internationale »... mais avec le désir de trouver un accord entre les deux tendances. Montélimar, Saint-Uze, et d'autres sections ont adopté la même position. À Nyons, les militants ont émis des réserves sur les relations avec les syndicats. À Romans, sous l'influence de Nadi, les socialistes ont soutenu à la quasi-unanimité la motion de l'Isère qui conserve la représentation proportionnelle au sein du Parti et le respect de l'autonomie des syndicats... Hostilité manifeste aux principes de l'IC. Et le congrès du 19 décembre s'est prononcé à l'unanimité pour l'élaboration, si possible, d'une motion commune des diverses tendances afin de préserver l'unité du Parti³¹.

En fait, rien n'est encore définitivement tranché. Si dans un premier temps, la peur de rompre l'unité retient encore de nombreux adhérents, les désaccords ne vont cesser de s'amplifier. Dès janvier 1921, les sections de Bourg-lès-Valence et de la Roche-de-Glun qui avaient donné la majorité aux « reconstructeurs », approuvent sans enthousiasme le choix majoritaire de Tours. Die regrette la scission au plan national, estime qu'elle a été voulue par Moscou, mais reste au parti par discipline³². Désiré Valette quitte la section de Saint-Vallier qui a adhéré en bloc au PC et refuse d'adhérer à la III^e Internationale. Le groupe socialiste de Saint-Donat repousse l'adhésion et passe à l'autonomie.

Une vive polémique s'engage entre les membres du Parti dans les colonnes du nouvel hebdomadaire inter-fédéral, le journal *Le Sud-Est*³³. Nadi, le 8 janvier 1921, critique les règles de l'IC, en particulier l'absence de proportionnelle dans le Parti et condamne la scission au sein de la SFIO. Il estime que le Congrès de Tours a « mis en péril » le socialisme français³⁴. François Thomas juge les divisions dangereuses³⁵ et déclare « qu'il ne croit à aucun évangile, fût-il marxiste ». Nombreux sont les adhérents qui quittent sans bruit le nouveau parti, comme le prouve le cahier des procès-verbaux de la section de Nyons : 49 adhérents en 1920... 24 en janvier 1921... 15 fin avril... démission du bureau sortant le 28 janvier 1922, « les camarades convoqués ne répondent pas à l'appel³⁶ ».

La fracture s'accroît entre ceux qui suivent les directives de Moscou et ceux qui contestent ces choix, comme l'ancien secrétaire de Jules Nadi qui parle de « russification progressive du Parti³⁷ ». Le conflit se cristallise autour de plusieurs points : la discipline dans le Parti, les rapports entre la SFIC et la SFIO au plan national, les impératifs de l'IC.

Ainsi, la tactique du « front unique », imposée par l'IC, à partir de l'été 1921, perturbe des militants car elle propose une alliance avec les socialistes sur des combats communs. Beaucoup ne comprennent pas qu'il faille désormais ménager les réformistes dénoncés quelques mois plus tôt. Jules Blanc est carrément contre. « Nous sommes en plein dans les ténèbres » écrit-il en août 1922. Colère partagée par d'autres militants qui affirment qu'on ne construit pas « l'unité avec ceux qui ont été depuis Tours les adversaires absolus du parti communiste³⁸ ». La 2^e condition de l'IC, adoptée en 1922, est un autre point de discorde. Jules Blanc condamne au congrès de Paris, en octobre 1922, cette décision qui interdit aux membres du Parti d'appartenir à la franc-maçonnerie et à la Ligue des droits de l'Homme. Il refuse que le Parti soit soumis à Moscou³⁹. Quant à Nadi, il prend définitivement ses distances et qualifie désormais Tours d'évènement « criminel⁴⁰ ». Il sera exclu par le Comité directeur le 19 décembre 1922, tandis que François Thomas et Jacques Toesca quittent le PC.

DOUBLE SCISSION

Face à ces départs et à ces divisions, la direction fédérale convoque en urgence un congrès départemental qui se déroule à Saint-Vallier le 14 janvier 1923. Le climat est tendu⁴¹. Les majoritaires sont devenus minoritaires : 44 mandats soutiennent les résolutions des congrès, 51 dénoncent les directives de Moscou, 24 basculent dans l'abstention. La rupture est inévitable.

Les délégués fidèles à l'IC doivent se réunir à part pour maintenir une fédération communiste⁴² passablement affaiblie. Un artisan menuisier de Saint-Vallier, Léon Férodet, remplace Jules Blanc⁴³. Ce dernier se démettra du secrétariat le 15 janvier, puis quittera le PC⁴⁴, tandis que la SFIO se reconstitue dans la Drôme autour de Nadi et de Jules Magnan. Deux ans après le congrès de Tours, la scission à gauche est consommée dans le département.

31 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 21.

32 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 34-36, et *Le Sud-Est*, hebdomadaire du 29 janvier 1921.

33 *Le Sud-Est* remplace *La Drôme socialiste* le 26 juin 1920.

34 *Le Sud-Est* du 8 janvier 1921.

35 *Le Sud-Est* du 9 janvier 1921 et notice Maitron, Thomas François.

36 Cahier des P.V de la section socialiste puis communiste de Nyons.

37 RONIN (Paul), *L'apostolat de Jules Nadi*, p. 69.

38 *Travail* des 22 et 29 juillet 1922.

39 *Jacquemart* du 4 janvier 1923.

40 RONIN (Paul), *L'apostolat de J. Nadi*, Saint-Étienne 1933, Libération de la tribune républicaine, p. 69.

41 Au niveau national, le secrétaire général, Frossard vient de démissionner (le 31 décembre 1922).

42 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 35-36.

43 Notice Maitron, Férodet Léon (né en 1896, mobilisé de 1915 à 1919, membre de la SFIO en 1919).

44 Notice Maitron, Blanc Jules.

La scission politique s'accompagne d'une scission syndicale sous l'impulsion de Pierre Semard⁴⁵. Le 19 septembre 1920, Semard avait en effet fait voter par les délégués des syndicats de la Drôme⁴⁶ une résolution affirmant la nécessité d'adhérer à l'IC⁴⁷. Trois mois plus tard, il lançait des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR)⁴⁸ à Valence, Saint-Uze, Saint-Vallier et Romans⁴⁹ pour combattre la direction de la CGT⁵⁰ et amplifier le soutien à la III^e Internationale. Or l'IC crée une Internationale syndicale rouge en juillet 1921 — le Profintern — qui veut rompre avec le syndicalisme réformiste de la Fédération syndicale mondiale, reconstituée deux ans plus tôt⁵¹. Du coup, la bataille interne s'intensifie dans la CGT. Le Comité confédéral national de la CGT vote l'exclusion des CSR fin septembre 1921. La scission syndicale est à son tour consommée⁵². Dans la foulée, les CSR se transforment en CGTU... CGTU qui adhèrera au Profintern lors de son congrès fondateur en juin juillet 1922⁵³.

Placée sous la direction du PC, la CGTU deviendra une pépinière de cadres communistes, à l'exemple de Pierre Semard, élu au Comité exécutif de l'IC en 1924 et qui deviendra secrétaire général du PCF de 1924 à 1928⁵⁴.

Il a fallu de nombreux mois pour que la situation se décade entre ceux qui désiraient reconstruire un parti sur des bases pluralistes et démocratiques — sans pour autant perdre de vue l'objectif de transformer le système capitaliste en une société collectiviste⁵⁵ — et ceux qui ne voulaient à aucun prix rompre avec Moscou. Pour ces derniers, les bolcheviks incarnent l'idéal, le seul « modèle » révolutionnaire authentique, celui qui a triomphé⁵⁶.

Désormais actée, cette fracture que l'on retrouve dans l'ensemble du pays avec des modalités parfois différentes, va s'accroître au cours des années vingt et au début des années trente. Encouragée par l'appareil de l'IC que les hommes de Staline prennent progressivement en main, elle va marquer durablement la vie des communistes.

DES COMMUNISTES ISOLÉS ET MARGINALISÉS (1923-1932)

CHUTE DES EFFECTIFS

La scission enlève à la SFIC tous les anciens cadres et les élus du parti d'avant la rupture, à l'exception de rares conseillers municipaux.

La nouvelle direction est composée pour la première fois d'ouvriers (ouvriérisme qui sera encouragé avec le lancement de la bolchévisation du parti en 1924) et d'hommes jeunes. Désiré Revol, ouvrier en chaussures de Romans, qui remplace Léon Férodet à la tête du secrétariat fédéral en 1924⁵⁷, n'a que 28 ans. Un groupe de JC se constitue à Romans en 1923, avec comme secrétaire un employé de commerce de 19 ans, Maurice Michel. De jeunes anarcho-syndicalistes rejoignent les rangs du PC à Romans (Marcel Armand, Maurice Javelot⁵⁸).



Maurice Michel (plus âgé), député de la Drôme.
(© Assemblée nationale)

45 Archives R. Pierre. Les effectifs de la CGT ont progressé de 1917 à 1920 : 18 353 timbres payés en 1917... 46 548 en 1920.

46 *Ibid.* La séparation de l'Union des syndicats Drôme-Ardèche a été décidée au Congrès de Valence le 7 septembre 1919 [séparation effective le 1^{er} janvier 1920].

47 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 244. P. Semard sera élu secrétaire général de la fédération des cheminots en juin 1921 et quittera la Drôme.

48 La minorité révolutionnaire de la CGT (anarchistes, communistes) avait constitué des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) dès l'automne 1919 au plan national.

49 *Le Sud Est* du 4 décembre 1920.

50 ANDOLFATTO, LABBÉ, *op. cit.*, p. 154.

51 En juillet 1919, le congrès syndical d'Amsterdam avait reconstitué une Fédération syndicale internationale.

52 COURTOIS (S.), LAZAR (M.) *op. cit.*, p. 73. NB : Les CSR de la Drôme seront exclus de la CGT en février 1922.

53 ROBRIEUX (P.), *op. cit.*, p. 106.

54 ANDOLFATTO, LABBÉ, *op. cit.*, p. 176 et 181 et notice Maitron, Semard Pierre.

55 KRIEDEL (Annie), *op. cit.*, p. 365.

56 *Ibid.*, p. 80.

57 Notice Maitron, Revol D. Revol démissionnera en 1927 pour « raisons de santé ».

58 Témoignage de Jean Sauvageon.

Mais la plupart des militants ne reprennent pas leur carte. Fin 1923, 200 cartes sont délivrées⁵⁹, contre 700 en 1922... moins du dixième des effectifs de 1920. Les militants sont dispersés et isolés. Cinq membres à Saint-Vallier et à Valence, deux à Pierrelatte⁶⁰. La situation n'est pas meilleure dans le département voisin. La campagne du PCF contre l'occupation de la Ruhr en 1923⁶¹ est peu soutenue. Gabriel Péri qui suit la région pour le compte de la direction centrale, pointe dans son rapport : « La crise des sections, leur passivité, leur faible niveau culturel, l'absence quasi totale de vie intérieure. » La Drôme est rattachée avec l'Ardèche à la région de Lyon du PCF en 1924 (IX^e Région⁶²).

Les effectifs de la CGTU s'effondrent également (Jules Blanc quitte la CGTU en 1923). Il y avait encore 22 409 timbres payés à la CGT en 1921... Il n'y en a plus que 6342 à la CGTU en 1926⁶³. L'alignement du syndicat sur le Parti passe mal. Beaucoup refusent d'appartenir à l'Internationale syndicale de Moscou, tel André Saillant qui démissionne du secrétariat fin 1923 et quitte la CGTU un an plus tard (il rejoindra la CGT en 1925). Non communiste, syndicaliste révolutionnaire, il est hostile à l'introduction de la politique dans le syndicat.

Ceux qui restent à la direction de la CGTU sont tous communistes et cumulent les tâches politiques et syndicales, tels Gabriel Duranton à Valence, Désiré Revol et Georges Michel à Romans ou Jules Thomas au Teil. Et les grèves, où les leaders de la CGTU sont en pointe, comme celles de Romans au printemps 1924, sont des échecs. Les responsables sont condamnés à des amendes et de la prison. Revol, écope de six mois sans sursis et de 200 francs d'amende pour « violation de domicile » et « entrave à la liberté du travail⁶⁴ ».

UN PARTI COMMUNISTE ISOLÉ

Isolé, le PC ne recueille que 3,6 % des suffrages exprimés, aux élections législatives de 1924⁶⁵. La tactique de front unique qui souhaite « plumer la volaille socialiste », ne marche pas, d'autant que cette tactique renforce le sectarisme

des rares militants. « Nos candidats ont été battus. Nous savions qu'ils seraient battus. Les électeurs le savaient aussi et les électeurs n'aiment pas accomplir des gestes inutiles », écrit le journal communiste. « Toute absence non motivée à la réunion du parti sera passible d'une amende sévère », précise la section de Die⁶⁶... Difficile d'attirer les foules avec de tels arguments !

Le PC se bat seul — avec l'ARAC très affaiblie⁶⁷, la CGTU et les JC — contre la guerre du Maroc en 1925-1926. Les tracts du PCF appellent les soldats à fraterniser avec les insurgés marocains emmenés par Abd el Krim. Paul Martinon, le responsable des JC, demande aux conscrits communistes de Drôme-Ardèche de fraterniser avec les Riffains et de ne pas craindre les bagnes militaires⁶⁸. Du coup, des militants sont une nouvelle fois poursuivis et condamnés. Paul Martinon, dont le domicile a été perquisitionné par la police à Romans⁶⁹ est condamné à 20 jours de prison et 40 francs d'amende pour « provocation de militaires à la désobéissance » par le tribunal de Valence en avril 1926⁷⁰. Maurice Michel, parti accomplir son service militaire à Briançon écope de quatre mois de cellule pour propagande contre la guerre du Maroc. Il est ensuite déplacé en garnison en Corse⁷¹. En Ardèche, Vincent Mortier est inculpé pour « propagande anarchiste et intelligence avec l'ennemi », et perd son emploi⁷².

L'APPAREIL DU PARTI N'ARRIVE PAS À SE STRUCTURER

Les cellules d'entreprise qui doivent théoriquement remplacer les cellules de quartiers depuis 1925 n'existent bien souvent que sur le papier. Il ne s'en constitue qu'au niveau des cheminots à Valence, à Portes et au Teil⁷³.

La nouvelle « région » Drôme-Ardèche du parti communiste, créée au printemps 1925, éclate un an plus tard. Les deux départements sont alors écartelés entre les « régions » de Lyon (Tournon, Annonay), des Alpes (Valence, Romans, Die) et de Marseille (Montélimar-Nyons/Privas-Le Teil). La direction nationale du PC estime que le Parti « se désagrège et risque de sombrer » dans la Drôme et l'Ardèche⁷⁴.

59 Archives R. Pierre, IMTh. 59, (Congrès de Lyon), pour 261 000 habitants environ.

60 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 50-51.

61 Au nom de « la solidarité avec la classe ouvrière allemande en lutte contre l'impérialisme français ». Campagne très impopulaire au moment où le slogan du gouvernement est : « L'Allemagne paiera » et qui s'accompagne de l'emprisonnement de nombreux dirigeants nationaux accusés de complot contre la sûreté extérieure de l'État. In ROBRIEUX (P.), *op. cit.*, p. 135-136.

62 Archives R. Pierre, IMTh 102. Depuis juillet 1923, il y a 27 régions, pilotées par un délégué régional appointé par le Parti, in ROBRIEUX (P.), *op. cit.* Le rapport au comité exécutif de l'IC du 15/1/2015 signale que « le bureau fédéral est inexistant.

63 *Ibid.*

64 Notices Maitron, Saillant André, Duranton Gabriel (il a remplacé Pierre Semard à la tête des CSR en juin 1921), Revol Désiré, Thomas Jules... et PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 40-41 et 80-81.

65 Le PCF récolte 9,5 % des S.E. au plan national.

66 *L'Humanité* (édition du Midi) du 20 mai 1924 et du 31 octobre 1924.

67 *L'Humanité du Midi* du 19 octobre 1924. Elle a disparu fin 1923 dans la Drôme, pour renaître très affaiblie un an plus tard.

68 ADD, Z 5883, rapport du commissaire de police de Montélimar au sous-préfet du 20 avril 1926.

69 *L'Humanité* du 4 juin 1925.

70 PIERRE (Roger), *op. cit.* ; *La Provence ouvrière et paysanne* du 25 avril 1926.

71 Notice Maitron, Michel Maurice.

72 Notice Maitron, Mortier Vincent.

73 PIERRE (Roger), *op. cit.*

74 Archives R. Pierre, IMTh 160. Rapport adressé au bureau central d'organisation : 500 adhérents pour 545 000 habitants environ.

Le PC manque cruellement de cadres⁷⁵. Quelques militants sont bien formés dans les écoles du Parti — Vincent Mortier est envoyé à « l'école de Bobigny » en 1926, Jules Thomas à l'école léniniste de Moscou en 1928 —, mais on est loin du compte⁷⁶. Un secrétaire a été appointé pendant trois mois seulement en 1927⁷⁷.

Le PC manque de moyens pour éditer ses tracts, ses affiches et payer ses dirigeants. Deux militants, Maurice Martin et François Silhol, doivent fonder au Teil un commerce de vins en 1927, « La maison Martin et Cie », pour trouver de l'argent. (Le Teil devient la « capitale » du PC dans la région Drôme-Ardèche). Vincent Mortier en sera le gérant, Jules Thomas deviendra chef de cave. Les voitures et le matériel sont mis à la disposition des militants. « La Maison Martin » sert aussi de cache aux militants parisiens recherchés par la police, comme André Marty ou Gay le gérant de *l'Humanité* en 1927⁷⁸. Mais l'activité reste faible. La diffusion de *l'Humanité* se limite à 316 exemplaires en 1927. La même année, l'hebdomadaire de la région des Alpes, *Le Travailleur alpin*, succombe sous le poids des dettes, des procès, des poursuites et des amendes. L'administration du *Travailleur alpin* vient s'installer à Valence⁷⁹.

LES COMMUNISTES SONT TOUJOURS EN BUTTE À UNE RÉPRESSION QUI NE FAIBLIT PAS

Le PCF s'est lancé, depuis la fin de l'année 1926, dans une vaste campagne contre l'armée « bourgeoise » qu'il accuse de préparer la guerre contre l'Union soviétique. Une revue, *Le Combattant rouge*, est chargée de former les militants communistes à la lutte armée insurrectionnelle⁸⁰. Le 22 avril 1927, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, s'écrie : « Le communisme, voilà l'ennemi. » En juin/juillet 1929, le Président du Conseil Tardieu et le préfet de police Chiappe font arrêter et emprisonner des membres du Comité central et de la CGTU, *l'Humanité* est saisie, sous le prétexte de « tentative insurrectionnelle⁸¹. » Si dans la région, on n'en arrive pas à de telles extrémités, les sanctions tombent néanmoins sur les militants les plus en vue. François Gay, journaliste, écope d'un mois de prison et 50 francs d'amende en mars 1927 pour « provocation de militaires à la désobéissance⁸². » Le 1^{er} août 1929, Jacques Bonnet, secrétaire du rayon du Teil, est arrêté lors d'une distribution de tracts appelant à condamner la guerre et à défendre

l'URSS⁸³. Le 18 août, Vincent Mortier écope d'une amende pour « outrage à magistrat » après avoir organisé une manifestation contre le maire du Teil⁸⁴. Paul Billat, directeur du *Travailleur alpin*, est poursuivi à plusieurs reprises pour délits de presse (il sera condamné à sept mois de prison en 1931 et passera dans la clandestinité⁸⁵).

« CLASSE CONTRE CLASSE » : SEUL CONTRE TOUS !

En 1928, l'IC a imposé une nouvelle ligne politique : « Classe contre classe ». Cette ligne affirme que l'Europe est entrée dans une période de crise du capitalisme et de radicalisation révolutionnaire des masses. Elle affirme qu'il faut combattre en priorité les réformistes qui sont le dernier rempart du capitalisme. Les socialistes sont désormais qualifiés de « social-fascistes », de « social-flics », de « traîtres au prolétariat⁸⁶ ». Du coup, les communistes refusent de se désister au second tour pour un candidat socialiste aux élections législatives d'avril 1928⁸⁷.

Parfois mal acceptée par les militants, cette tactique renforce l'hostilité des socialistes. *La Volonté socialiste* du 1^{er} novembre 1930 traite les communistes de « moujiks gorgés de vodka ». Surtout, cette ligne politique n'est pas suivie par les électeurs. Ainsi en 1928, si le PC progresse faiblement, pour atteindre 5,4 % des suffrages exprimés⁸⁸, ses rares électeurs l'abandonnent au second tour. Dans les circonscriptions de Montélimar-Nyons, Valence et Romans, il ne recueille que 0,17 %, 0,4 % et 0,6 % des voix des inscrits, contre 4,9 %, 2,9 % et 3,9 % au premier tour⁸⁹. L'isolement des communistes n'a jamais été aussi grand.

Le Komintern nomme alors deux membres des JC à la direction nationale du PC en 1929 : Henri Barbé et Pierre Célor. Ils ont pour mission de contrer ceux qui appliquent la ligne « classe contre classe » avec réticences⁹⁰. Ce tour de vis se ressent dans la région. Le correspondant du *Travailleur alpin* à Crest écrit le 30 novembre 1929 : « Nous n'attendons rien des élections, rien du parlementarisme. Nous n'obtiendrons rien que par la force. Nous serons exploités jusqu'à ce que nous commandions nous-mêmes. » Des militants partisans du désistement au second tour des élections sont exclus, comme Vincent Mortier en 1930... D'autres quittent le PC. En 1931-1932, il n'y a plus que 130 à 150 communistes dans la Drôme, contre environ 360 en 1927⁹¹. La CGTU est dans la même situation. Il y aurait, au

75 COURTOIS, LAZAR., *op. cit.*, p. 90. Le PC crée des écoles de formation communistes. La première s'ouvre à Bobigny fin 1924 avec au programme : histoire, philosophie, économie politique, propagande. L'école léniniste de Moscou est fondée en 1927.

76 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 55-62.

77 Archives R. Pierre, IMTh 225.

78 Notice Maitron, MARTIN Paul.

79 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 55-62.

80 COURTOIS, LAZAR., *op. cit.*, p. 99.

81 *Ibid.*, p. 102. Sur ordre de l'IC, le PC prépare une journée internationale contre la guerre et pour la défense de l'URSS, le 1^{er} août 1929.

82 *Le Journal de Valence* du 5 mars 1927.

83 Notice Maitron, Bonnet Jacques.

84 *Ibid.*, Mortier Vincent.

85 *Ibid.*, Billat Paul. Il se cachera à Saint-Martin-d'Hères.

86 *Le Travailleur alpin* du 28 décembre 1929.

87 COURTOIS, LAZAR., *op. cit.*, p. 101.

88 Contre 11,3 % au plan national.

89 ADD, M87, M88, M89.

90 COURTOIS, LAZAR., *op. cit.*, p. 105. Semard quitte le secrétariat mais Thorez reste N°2.

91 CHAFFEL (Alain), *Les communistes de la Drôme de la Libération au printemps 1981*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 310.

début des années 1930, deux fois moins d'adhérents qu'en 1925⁹². L'échec est patent... Comme dans tout le pays. Refusant d'avouer l'échec de sa ligne politique, l'IC cherche des « coupables » à la tête du PCF, mais la ligne politique ne change pas, bien que le discours officiel condamne les pratiques qualifiées de « sectaires » (« pas de mannequins dans le parti » explique Thorez). La lutte contre les socialistes se poursuit. Au VII^e congrès du PC en mars 1932, Thorez rappelle que le danger principal est la social-démocratie⁹³.

Aux législatives de 1932, les résultats sont catastrophiques dans la Drôme (4,9% des suffrages exprimés contre 5,4% en 1928⁹⁴). Sur les 378 communes du département, le PC ne dépasse 10% des inscrits que dans 14 d'entre-elles, en général petites, à l'exception de Portes-lès-Valence (cheminots) et de Saint-Uze. Dans de nombreuses communes, ses candidats n'ont pas la moindre voix, ou quasiment rien (8 voix sur 767 inscrits à Dieulefit).

Le PC n'a pas réussi à s'implanter dans la société drômoise pendant toutes ces années. Aux législatives de 1924, 1928 et 1932, il n'est jamais allé au-delà de 5,4% des suffrages exprimés, environ deux fois moins qu'au plan national. La stratégie du « front unique » et sa variante extrémiste « classe contre classe » ont été particulièrement suicidaires dans un département imprégné de radicalisme et de socialisme. Le discours communiste en direction du monde paysan est par ailleurs catastrophique. « Le paysan doit avant tout s'affranchir de la conception étroite et périmée de la propriété individuelle, celle-ci n'étant pas compatible avec le socialisme », écrit par exemple *Le Travailleur alpin* le 1^{er} mars 1930. Position elle aussi suicidaire dans un département où le monde paysan est majoritaire — environ 50% de la population active au début des années 1930 — et composé essentiellement de petits propriétaires exploitants (75% des paysans en 1929)⁹⁵.

La SFIO en profite pour occuper l'espace politique à gauche. Elle s'appuie en outre sur des personnalités d'envergure. Marius Moutet, avocat, ancien député du Rhône, a remplacé Nadi après son décès en 1929. Jules Moch, polytechnicien, ami de Blum, député depuis 1928, est la tête pensante de la SFIO dans la Drôme. René-Brunet, député dans le sud du département, est professeur de droit à la faculté de Caen.

LUTTE CONTRE LE FASCISME ET UNION DE LA GAUCHE (1933-1935) : FIN DE L'ISOLEMENT DES COMMUNISTES

CRISE ÉCONOMIQUE, MENACE FASCISTE, RISQUES DE GUERRE

Les premiers symptômes de la crise touchent la région au début des années 1930. Les industries travaillant pour l'exportation sont les premières affectées, comme les usines de chaussures de Romans. La crise s'étend ensuite aux autres secteurs⁹⁶. De 1931 à 1936, on note la disparition de plus d'un emploi sur quatre. Le chômage partiel augmente fortement. Les Italiens et les Arméniens sont licenciés en premier, ainsi que les responsables communistes de la CGTU, comme Georges Michel ou Marcel Perrenot à Romans. Avec la crise mondiale s'aggrave la menace fasciste et le danger de guerre. Le 22 mai 1932, Henri Barbusse (communiste) et Romain Rolland (compagnon de route du PCF), lancent un appel solennel : « Contre la guerre, rassemblement ! » En août 1932, l'IC organise un congrès international à Amsterdam qui débouche sur la création d'un Comité mondial de lutte contre la guerre. Des socialistes, dont quelques instituteurs, peuvent être attirés par ce type de manifestation, mais les dirigeants de la CGT et de la SFIO restent méfiants, voire hostiles. Le 22 juillet 1932 à Romans, un meeting n'est organisé que par le PC et la CGTU. Aucun socialiste de la Drôme et de l'Ardèche ne participe au congrès d'Amsterdam⁹⁷, les délégués sont essentiellement communistes⁹⁸. Car le PC continue de taper sur les socialistes⁹⁹. Fin janvier 1933, Thorez déclare encore que « tous les partis de la bourgeoisie, y compris les fractions de la social-démocratie, coopèrent à l'œuvre de fascisation¹⁰⁰ ».

92 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 81-82.

93 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 107. Le PC est même persuadé que la révolution est imminente en Allemagne.

94 Le PCF passe de 11,3% à 8,4% au plan national.

95 *Statistiques générales de la France*, t. II et *État agricole de la France* ; enquête de 1929.

96 PIERRE Roger, *op. cit.*, p. 107-115.

97 *Ibid.*, p. 133-134.

98 *La Voix Populaire* d'avril 1936 (Adrien Jouve et Henri Souchon pour l'Ardèche, Julien Blachon pour la Drôme). On note toutefois la présence d'un représentant de la Ligue des droits de l'Homme, Élie Reynier, professeur d'école normale et d'un membre de la fédération unitaire de l'enseignement, Gilbert Serret. Notices Maitron, Reynier Élie et Serret Gilbert.

99 VIGREUX (Jean), *Histoire du Front Populaire*, Tallandier, Paris 2016, p 33, 47. Le 1^{er} avril 1933, le Komintern rend la social-démocratie responsable de l'accession d'Hitler au pouvoir et croit toujours à une révolution prolétarienne en Allemagne. Pourtant la SFIO tend la main aux communistes. Jean Zyromski, le 13 février 1933, propose la fusion des deux Internationales.

100 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 110-111. En février 1933, Thorez continue de croire que la victoire des nazis est passagère.



Charles Doucet (1895-1938).
(Wikipedia)

CHARLES DOUCET ET LA CGTU SORTENT LES COMMUNISTES DE LEUR ISOLEMENT

C'est dans cette période troublée qu'un ouvrier bonnetier originaire de Troyes, Charles Doucet, est envoyé par la direction de la CGTU pour reconstituer la région unitaire des syndicats Drôme-Ardèche (dissoute en 1926, elle avait été rattachée à la région de Grenoble). Doucet en prend la direction le 1^{er} janvier 1931 et rentre dans la foulée au bureau régional du PCF¹⁰¹. C'est un militant communiste de la première heure. Il n'a que 36 ans en 1931, mais a déjà un long passé de révolutionnaire professionnel. Ancien responsable national de l'ARAC, candidat communiste aux élections législatives de 1928 en Charente, il appartient à la commission exécutive de la CGTU et a réorganisé plusieurs unions départementales (il fut secrétaire départemental des Alpes-Maritimes et d'Angoulême)¹⁰². Fort de l'estime de l'Appareil de la CGTU, il a fait trois voyages d'études en URSS, en 1927, 1929 et 1930.

101 Conformément aux directives de l'IC et aux statuts du PCF (article 49), la CGTU joue son rôle de courroie de transmission.

102 Notice Maitron, Doucet Charles.

Un an plus tard, en janvier 1932, un membre du Comité central du PCF, René Mourre, arrive à Valence pour remettre sur pieds une armature communiste exsangue... Elle a changé cinq fois de structures et huit responsables fédéraux se sont succédé depuis 1921. La direction nationale décide de constituer une région Drôme-Ardèche du PC sur la même base géographique que celle de la CGTU. Edmond Blanchard du Teil devient secrétaire adjoint¹⁰³, mais c'est en fait Doucet qui prend les choses en main¹⁰⁴.

Sous l'impulsion de Charles Doucet, la CGTU commence par créer des comités de chômeurs. Le premier voit le jour à Crest en avril 1931, d'autres suivront dans les principales villes des deux départements. C'est par le biais de ces comités¹⁰⁵ qu'une forme d'unité d'action se met en place entre la CGT et la CGTU¹⁰⁶. Puis, en septembre 1933, Charles Doucet encourage la tenue d'un meeting commun contre le procès Dimitrov et accepte les conditions imposées par Jules Moch. Le meeting se tiendra sous l'égide du « Cartel de la Paix » — mouvement lancé par les socialistes pour contrer le mouvement pacifiste Amsterdam-Pleyel¹⁰⁷ — et sous la présidence du député de Valence. Le 22 septembre, deux mille personnes se pressent dans la salle des fêtes de la ville. Pour la première fois depuis la scission, CGT, CGTU, PC, SFIO se retrouvent sur la même estrade avec le parti radical et la Ligue des droits de l'Homme.

Bien que cette initiative audacieuse soit condamnée par la direction nationale de la CGTU qui reproche à Doucet « d'avoir facilité les manœuvres de trahison des dirigeants confédérés » et exige qu'il « corrige sans retard son erreur¹⁰⁸ », celui-ci poursuit sa stratégie unitaire... Contre « la guerre et le fascisme » en septembre et novembre à Portes-lès-Valence et Romans¹⁰⁹... Pour « le travail et le pain », en janvier 1934 à Romans, aux côtés du secrétaire de la CGT Drôme-Ardèche, Louis Saillant, également membre de la SFIO¹¹⁰.

Enfin, dès le 7 février, au lendemain des événements tragiques du 6 février 1934 à Paris, alors que les dirigeants du PCF ne veulent toujours pas entendre parler d'union avec les socialistes, alors que Thorez¹¹¹ affirme que la social-démocratie « ouvre la voie au fascisme », Doucet multiplie les démarches pour une riposte commune « contre le fascisme » et la violence des ligues.

103 Archives R. Pierre. Blanchard est secrétaire adjoint d'un certain Hubert G.

104 Témoignage de R. Pierre. Probablement jusqu'à l'arrivée de Jules Thomas en mars 1934.

105 L'IC a demandé de travailler en direction des chômeurs, in ROBRIEUX (J.), *op. cit.*, p. 419.

106 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 128-129.

107 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 111.

108 *L'Humanité* du 23 octobre 1933.

109 *Le Travailleur Alpin* du 30 septembre et du 23 novembre 1933, *La Volonté socialiste* du 18 novembre 1933.

110 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 136.

111 Dans son discours jamais prononcé devant les députés mais publié sous le titre, *Sous le drapeau rouge du parti communiste*.

Ainsi, à Valence, le 8 février, les dirigeants de l'ensemble de la gauche « affirment leur volonté » de se « dresser contre le fascisme », tandis que Doucet et le secrétaire de la SFIO, Marcel Cartier, appellent à une grève unanime pour le 12 février¹¹². Le même scénario se déroule à Romans le 9 février où une manifestation rassemble une foule imposante. Saint-Jean-en-Royans, Saint-Vallier, Portes-lès-Valence, Nyons, Crest, suivent le mouvement¹¹³. Certes, le poids des communistes reste faible dans ces manifestations, ce que Doucet signalera dans un courrier interne du parti, mais la stratégie unitaire est incontestable¹¹⁴.

L'UNION AVEC LES SOCIALISTES

Malgré les efforts de Doucet et ceux d'autres militants dont on ignore le degré d'implication, rien n'est encore réglé les mois suivants. La SFIO se méfie toujours des communistes¹¹⁵ et ces derniers sont loin d'être tous unitaires. « L'action commune contre le fascisme doit se réaliser en dénonçant les trahisons du parti socialiste », écrit par exemple *Le Travailleur alpin* le 17 février 1934.

Mais Staline et l'IC sont en train d'évoluer. La menace nazie est enfin comprise. En juin 1934, l'IC demande à Thorez de s'orienter vers une ligne unitaire et accentue la pression en pleine Conférence nationale du Parti, le 25 juin¹¹⁶. La volte-face de Thorez est alors spectaculaire : « Nous voulons à tout prix réaliser l'unité d'action avec les ouvriers socialistes contre le fascisme ; nous voulons à tout prix aboutir à l'unité syndicale dans une seule CGT (...) L'intérêt des prolétaires est désormais de ne pas méconnaître la défense des libertés démocratiques. »

Pour les communistes, l'antifascisme qui s'impose à partir de 1934 inclut désormais la défense de la « démocratie bourgeoise » et une politique d'alliance non seulement avec les socialistes, mais aussi avec des partis « bourgeois¹¹⁷ ». Car Thorez ira plus loin que l'Internationale communiste en lançant un appel aux radicaux le 24 octobre 1934. Initiative hardie, contestée à l'IC par Togliatti, mais finalement acceptée et qui a impressionné Manouïlski¹¹⁸.

Du coup, les choses s'accélèrent. Le 2 juillet 1934, le PCF propose aux socialistes un pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre. La SFIO accepte le 15, et le pacte est signé le 27 juillet¹¹⁹. Or la Drôme et l'Ardèche sont encore une fois en avance. Dès le 2 juillet, socialistes et communistes signent un « pacte d'actions communes » en Ardèche. Idem dans la Drôme le 21 juillet, soit six jours avant la signature du pacte national¹²⁰. Désormais, des meetings communs sont systématiquement organisés dans les deux départements. Les élections municipales de mai 1935 se déroulent dans un bon climat (désistements et fusions de listes). Le PC conquiert deux petites mairies (Saint-Uze et Bouchet) et a 25 élus.

À Valence, le 14 juillet 1935 est unitaire et massif¹²¹. *La Volonté socialiste*, évalue la foule à 4 000 personnes. Sur de nombreuses pancartes, on peut lire : « Du pain à tous. Aux jeunes du travail. Désarmement et dissolutions des ligues fascistes. » Drapeaux rouges et tricolores sont mélangés¹²². On commémore la prise de la Bastille et la défense de la République. Un geste venu d'Allemagne s'impose, celui du poing levé¹²³. « Le Front populaire », « le pain, la paix, la liberté », « les deux cents familles », deviennent des slogans populaires.

C'est à ce moment que le PCF accepte *la Marseillaise* et le drapeau tricolore. Le 15 juin 1934, Thorez déclarait encore que les « prolétaires n'avaient pas de patrie¹²⁴ ». Certes, le PC admire toujours la république des soviets — ce pays « de l'homme nouveau où l'homme est un frère pour l'homme » — comme le rappelle un tract drômois¹²⁵, mais il s'empare désormais de l'héritage républicain progressiste¹²⁶ et devient le champion de l'indépendance nationale¹²⁷ et de la nation française.

L'UNITÉ SYNDICALE

Le 7 août 1934, une première rencontre officielle avait déjà eu lieu entre la CGT de Louis Saillant et la CGTU de Charles Doucet. Un accord de principe sur les modalités de fusion des deux syndicats avait été accepté, favorisant quelques unions locales comme chez les cheminots de Portes en

112 VIGREUX (Jean), *op. cit.*, p. 39-40 et ROBRIEUX (Pierre), *op. cit.*, p. 453. En France, le PCF et CGTU avaient organisé une manifestation le 9 et repoussé une proposition d'action commune venant de la SFIO pour le 8 février.

113 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 137-142.

114 VERGNON (Gilles), *L'antifascisme en France*, PU Rennes, 2009, p. 60.

115 La SFIO interdit à ses adhérents de participer aux comités Amsterdam-Pleyel. À Romans, la section socialiste rompt les pourparlers à la suite du rejet par les communistes d'une motion préconisant une trêve des attaques. PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 145-146.

116 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 121-123. La conférence est prolongée d'une journée.

117 VIGREUX (Jean), *op. cit.*, p. 239.

118 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 124. En revanche, lorsque Thorez tendra la main aux catholiques, le 16 avril 1936, — « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère. [...] Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes » — beaucoup de militants communistes manqueront d'enthousiasme dans la Drôme (selon R. Pierre, p. 218).

119 *Ibid.*

120 Désarmement et dissolution des organisations fascistes, abrogation des décrets-lois, libération de Thaelmann et de tous les antifascistes, lutte contre la course à la guerre.

121 En juin 1935, le congrès socialiste de Mulhouse se prononce pour le Front populaire. Le 3 juillet, le parti radical accepte de s'associer à la SFIO et au PC... Les radicaux de la Drôme et de l'Ardèche ont toutefois refusé d'adhérer au FP.

122 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 156-157.

123 VIGREUX (Jean), *op. cit.*, p. 52.

124 Discours de Thorez à la chambre du 15 juin 1934.

125 Tract du PCF pour les législatives de 1936.

126 VIGREUX (Jean), *op. cit.*, p. 86.

127 COURTOIS, LAZAR, *op. cit.*, p. 129. En octobre 1935, le PCF annule la décision qui interdisait aux communistes d'adhérer à la ligue des droits de l'Homme et affirme que le PCF est désormais le « champion de l'indépendance nationale ».

novembre 1934¹²⁸. Les choses traînent ensuite en longueur, car la direction nationale de la CGT freine le mouvement. Mais sous la pression de la base et grâce à l'évolution de l'IC, les négociations au sommet sont reprises en juillet 1935¹²⁹. En septembre 1935 se tiennent en même temps les congrès nationaux des deux centrales syndicales, auxquels participent Saillant et Doucet. L'unité est ratifiée par les deux congrès le 27 septembre sur le principe suivant : les fusions commenceront dans les syndicats de base, puis se poursuivront au niveau des départements, avant d'être couronnées par un congrès fédéral d'unité¹³⁰. La dynamique est lancée. Partout les syndicats fusionnent à la base, les adhésions affluent, de nouveaux syndicats se constituent. Le 15 décembre 1935, le congrès d'unité syndicale à Valence proclame solennellement la reconstitution de l'Union des syndicats Drôme-Ardèche, trois mois avant l'union nationale (le 6 mars 1936)¹³¹. Les ex-CGTU sont minoritaires dans la nouvelle CGT — 18 mandats contre 45 à l'ex-CGT¹³² —, Louis Saillant est maintenu au poste de secrétaire général, mais Charles Doucet devient son second¹³³.

La menace fasciste, la volte-face du Komintern suivie de celle de Thorez, ont joué un rôle décisif. Les communistes ne sont plus seuls contre tous. Mais l'action de Charles Doucet dans la région a été déterminante, tant au PCF qu'à la CGTU. Il a su, avant le changement de ligne de la direction, proposer des alliances aux « ennemis » réformistes. Certes, Doucet n'était pas le seul à avoir ce type d'approche au sein de la CGTU. Début 1933, des cadres de la centrale syndicale avaient eux aussi envisagé des accords avec la CGT. Frachon et Semard avaient d'ailleurs dû les rappeler à l'ordre sous la pression du Profintern¹³⁴. Or Doucet a tenu bon. Cette marge d'autonomie, qu'en l'état des sources il est difficile d'expliquer, a incontestablement compté dans le redressement de l'image des communistes dans les deux départements.

Il semble aussi que Doucet ait rencontré avec Louis Saillant un interlocuteur favorable au dialogue. En effet, ce dernier a participé au comité de défense de Dimitrov, à la

manifestation unitaire du 22 septembre avec Jules Moch et travaillé en septembre 1935 avec Doucet à la commission d'unité préparant la fusion syndicale. Saillant était déjà, semble-t-il, proche du PCF (Jeanne, sa seconde femme était une militante communiste). En tout cas, il s'opposera à l'anticommunisme au sein de la CGT en août 1939 et s'abstiendra à la CA de la CGT dans le vote excluant du bureau confédéral Frachon et Racamond¹³⁵.

Quoi qu'il en soit, les communistes drômois bénéficient du changement de stratégie de leur parti dans un département historiquement ancré à gauche. Embellie qui va se poursuivre et s'amplifier au cours des années 1936-1937. Aux législatives du printemps 1936, le PC récoltera 19 % des suffrages exprimés contre 4,9 % en 1932, dépassant cette fois-ci le score national du PCF (15,4 %) la petite secte qui avait moins de 150 adhérents dans la Drôme en 1932, deviendra un parti de masse fort de ses 2500 adhérents en juin 1937¹³⁶. ●

128 PIERRE (Roger), *op. cit.*, p. 160-162.

129 VIGREUX (Jean), *op. cit.*, p. 73. L'IC a levé l'hypothèse des fractions au sein des syndicats en juin 1934.

130 ANDOLFATTO, LABBÉ, *op. cit.*, p. 196. NB : Le 6 juin 1935, Gitton, dirigeant de la CGTU et membre du BP, avait admis publiquement le rejet des fractions communistes dans le syndicat.

131 Le congrès national de Toulouse consacra la réunification de la CGT et les communistes acceptent l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques. Frachon et Racamond démissionnent officiellement du BB et du CC... mais assistent aux réunions.

132 *La Volonté socialiste*, 31 décembre 1935.

133 Son poste sera toutefois supprimé le 29 mars 1936 du fait de difficultés financières. Doucet ira travailler à *l'Huma* pour y assurer la rubrique du « Front ouvrier ». In PIERRE Roger, « La Drôme et l'Ardèche entre deux guerres : 1920-1939 », *op. cit.* p. 159-163.

134 Semard Pierre : Notice Maitron (intervention de P. Semard et de B. Frachon au VII^e congrès de la CGTU à l'automne 1933).

135 Louis Saillant : Notice Maitron.

136 Rapport CC pour le XI^e congrès PCF de juin 1937... 2405 en décembre 2016 selon *la Voix Populaire* du 5 mars 1937.